BÂTIR UNE EUROPE **DE TOUS** LES PEUPLES

Manifeste 2019

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Alliance Libre Européenne

"Les peuples d'Europe ont besoin de vos voix. ALE – Pour une Europe des Peuples."

Contenu Manifeste 2019

Introduction par Lorena Lopez De Lacalle, président de l'ALE 4
1 - L'autodétermination : un droit pour tous les peuples 6
2 - Une Europe pour tous les peuples 8
3 - Un plan pour la paix et la liberté en Europe 10
4 - Construire un monde durable 12
5 - De la diversité linguistique et de la justice linguistique 14
6 - Promouvoir l'égalité de genre 16
7 - Rétablir la dignité et l'égalité 18
8 - Le processus démocratique et la democratie participative 20
9 - Soutenir la solidarité entre les peuples 22
10 - Permettre l'autonomie des jeunes 24
ALE 26

Introduction
Construire l'Europe de tous les peuples

L'Europe est diverse de tous les peuples qui ont contribué à en faire l'Histoire. Aussi, ce n'est « qu'Unie dans la diversité », selon sa propre devise, qu'elle bâtira son avenir, dans la Paix et la Démocratie, dans le respect des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Or la diversité des peuples d'Europe est niée par l'Europe des Etats. Notre parti politique européen, l'Alliance Libre Européenne, est la voix de tous ces peuples qui se battent pour la reconnaissance de leurs droits contre les Etats centraux.

> "Notre parti politique européen, l'Alliance Libre Européenne, est la voix de tous ces peuples qui se battent pour la reconnaissance de leurs droits contre les Etats centraux."

Le premier de ces droits est le droit de décider de son destin, le droit à l'auto-détermination.

Durant la mandature écoulée du Parlement Européen ont eu lieu des événements inédits pour l'Union Européenne. En 2014 en Ecosse, en 2017 en Catalogne, le droit à l'autodétermination y a été exercé de façon démocratique et exemplaire. Respecter les choix opérés par ces peuples est le fondement même de la démocratie.

Dans la mandature à venir, la Catalogne, victime d'une répression d'Etat sans précédent en Europe depuis un demi-siècle, sera un dossier-clef de l'Union Européenne. C'est la crédibilité démocratique de l'UE qui est en jeu dans une Espagne qui régresse dangereusement sur la voie d'un régime autoritaire où le respect des libertés fondamentales que l'Europe se doit de garantir sont bafouées.

Il faudra aussi proposer une réponse au peuple écossais pour qu'il puisse, conformément à la volonté d'une très large majorité de ses citoyens, rester au sein de l'Union Européenne malgré le Brexit.

Et, au-delà de ces deux cas emblématiques, c'est dans toute l'Union que des peuples historiques d'Europe aspirent à davantage de liberté, et à l'exercice, par l'indépendance ou à travers des autonomies pleines et entières, de leur droit à décider de leur avenir.

Il faut donc réformer en profondeur les institutions européennes pour que tous les peuples d'Europe puissent être parties prenantes des décisions qui les concernent. Depuis que le Parlement Européen est élu directement par les citoyens européens, l'ALE est la formation politique qui a, avec constance, porté ce message essentiel pour l'Avenir de l'Europe. Nos députées européennes y ont défendu tous les peuples et toutes les minorités ignorés par l'Europe des Etats.

Dans le contexte d'une actualité politique dense sur ces questions, il est important que notre groupe au Parlement Européen puisse peser encore davantage. Pour cela il nous faudra être plus nombreux et mieux regroupés.

Ce Manifesto 2019 de l'ALE jette les bases politiques de ce regroupement. Il en sera le socle commun tout au long de la mandature 2019-2024.

Lorena Lopez De Lacalle

Lorena Lopez De Lacalle, Eusko Alkartasuna
Président de l'ALE

unité dans la diversité

1 - L'autodétermination
un droit pour tous les peuples

youdecidenow.eu

L'Alliance libre européenne réunit des partis politiques travaillant dans différents types de réalités institutionnelles. L'amélioration des perspectives pour tous et toutes les Européennes repose sur le soutien indéfectible de l'ALE en faveur du **droit à l'autodétermination**. L'ALE estime que tous les peuples ont le droit de choisir leur propre destin et un cadre institutionnel qui leur donne les moyens d'agir.

Qu'il s'agisse du respect des droits linguistiques et culturels, de la dévolution, de l'élargissement des pouvoirs régionaux ou fédéraux, de revendications autonomistes ou de l'obtention de l'indépendance par référendum, toutes les propositions qui permettent à des groupes de s'exprimer et de définir leurs propres institutions de manière démocratique, transparente, graduelle et pacifique doivent être défendues.

L'autodétermination est un principe inscrit dans le droit international, qui peut être adapté aux différentes situations auxquelles sont confrontés les peuples sous la juridiction des États européens. Elle permet à tous les peuples de choisir ce qui est le mieux pour eux, pour leur développement et, dans certains cas, pour leur survie.

L'ALE soutient les peuples, les nations et les régions qui agissent démocratiquement et qui respectent la Convention européenne des droits de l'homme. **L'égalité des droits, la dignité et le respect de la diversité sont les principes qui sous-tendent le droit à l'autodétermination.**

L'un des objectifs de l'Alliance Libre Européenne consiste à changer le projet politique européen. **Nous pensons que l'Europe des anciens États nations ne répond plus à l'exigence démocratique d'autonomisation des peuples d'Europe.**

La reconnaissance et le soutien des peuples, des régions, des nations et des nations sans État d'Europe sont nécessaires pour restaurer la confiance des citoyennes dans l'UE et promouvoir une nouvelle démocratie du XXIe siècle qui fera du projet européen une réussite pour tous.

Dans une Europe véritablement diverse et unie, les identités nationales et régionales vont de pair avec l'identité européenne. Le concept d'identité nationale doit également être renouvelé au fil du temps. En créant un sentiment d'appartenance à une communauté au destin partagé, nous ferons en sorte que les nouvelles populations qui s'installent dans nos régions et nos nations sans État ne soient pas ignorées.

"L'ALE estime que tous les peuples ont le droit de choisir leur propre destin et de choisir un cadre institutionnel qui leur donne les moyens d'agir."

L'édification d'une nation au XXIe siècle doit impliquer tous et toutes les citoyennes de la nation. Les diasporas respectives doivent également être reconnues, afin de permettre aux citoyennes de renouer le contact avec ceux qui se trouvent à l'étranger ou de réintégrer leur pays d'origine si telle est leur volonté.

2 - Une Europa
pour tous les peuples

Une Europe pour tous les peuples est **une Europe qui ne fait aucune distinction entre les peuples, qui ne crée pas de catégories et ne laisse pas de citoyens au second plan**. L'ALE veut une autre Europe, une Europe différente, qui reconnaît l'universalité de tous les peuples ainsi que leurs identités distinctes.

Depuis sa création en 1981, l'Alliance Libre Européenne a toujours pensé que le projet européen devait être fondé sur le bien-être et la diversité de ses peuples. L'Union européenne ne peut plus se contenter d'être une union d'États-nations qui défendent leurs propres intérêts. **L'ALE a une vision plus large et plus inclusive de l'Europe, qui reconnaît et promeut sa diversité.**

> "L'ALE veut une autre Europe, une Europe différente, qui reconnaît l'universalité de tous les peuples ainsi que leurs identités distinctes."

En étant profondément pro-européenne, **l'ALE soutient une Europe pour tous et pour toutes**. Pour nous **il est fondamental que l'Europe accepte et intègre tous les peuples dans le processus décisionnel**, afin de construire une Europe démocratique basée sur la paix, le respect et la solidarité.

L'ALE souhaite bâtir une Europe résolument sociale, une Europe accueillante, une Europe prospère pour chacune de ses citoyennes et respectueuse de sa propre pluralité. L'euroscepticisme et/ou le populisme anti-UE n'apportent pas de solutions. L'Europe doit investir davantage dans ses communautés en renforçant la trame sociale et en tissant des liens entre les personnes. Une **approche inclusive** qui accueille les nouveaux et nouvelles citoyennes est essentielle pour renforcer notre sens de l'identité et de la communauté.

Pour renforcer le rôle de TOUS les peuples, les nations infra-étatiques et/ou les régions dotées de pouvoirs législatifs doivent jouer un rôle dans la prise de décisions à l'échelle européenne. Elles devraient bénéficier d'une présence renforcée au sein d'une «Assemblée des régions et des peuples», qui remplaçerait l'inefficace Comité des régions. Cela permettrait à TOUS les groupes de participer directement aux décisions qui les concernent, avec un droit de parole et un droit de vote.

L'ALE défend une Europe au sein de laquelle le Parlement européen a le droit clair et logique de mettre en place une nouvelle législation, et où le processus législatif au Conseil est transparent. Nous pensons également que le ou la président(e) de la Commission européenne devrait être élu(e) démocratiquement.

Il est grand temps que l'Union européenne fonctionne pour tous les peuples d'Europe.

3 - Un plan pour la paix
et la liberté en Europe

L'Union européenne s'est construite à la fin de la Seconde Guerre mondiale sur un projet de paix et de prospérité économique et sociale. Ses principales missions consistent à maintenir la paix à l'intérieur de ses frontières, défendre des valeurs telles que la démocratie sur le plan international et assurer l'État de droit ainsi que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Malheureusement, les institutions et les États membres de l'UE ne parviennent pas à défendre ces valeurs fondamentales et ces libertés civiles. Au lieu de cela, l'UE va à l'encontre d'une Europe des peuples.

"Il est temps de bâtir une autre Europe."

En construisant une Europe des peuples, **l'Alliance libre européenne vise à soutenir tous les peuples, y compris les minorités, ainsi que les nations, les nations sans État et les régions qui aspirent pacifiquement à la reconnaissance politique, culturelle et linguistique et à la reconnaissance de leurs institutions démocratiques**.

L'Europe doit défendre les institutions démocratiques au niveau infra-étatique si elle veut défendre la démocratie, la paix et la liberté à l'intérieur de ses frontières.

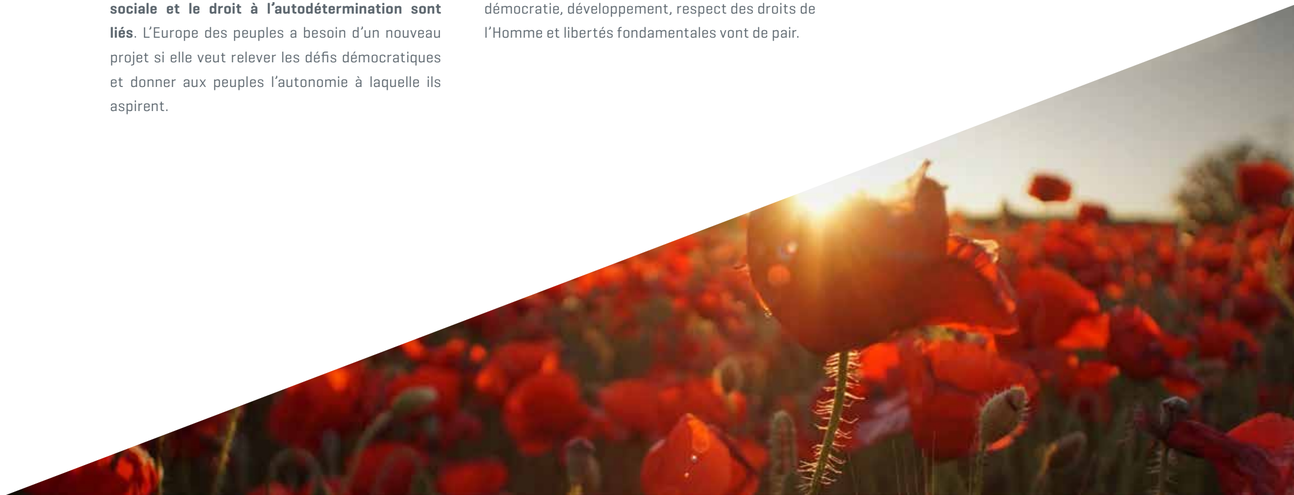
L'Union européenne fait aujourd'hui face à des tensions internationales croissantes : la crise migratoire qui touche l'Union, la menace djihadiste et la question de l'élargissement interne posée par l'Écosse et la Catalogne. Il est temps de bâtir une autre Europe.

Ce que défend l'ALE, c'est une Europe capable de répondre aux défis du XXIe siècle. Non seulement une Europe sans guerre, mais aussi **une Europe qui promeut la reconnaissance de ses minorités, le droit à l'autodétermination ainsi que le respect inconditionnel de la dignité des personnes et des droits de l'Homme.**

Sur la base de ces principes fondamentaux et démocratiques, **la priorité doit être de prévenir l'apparition de nouveaux conflits et de résoudre les conflits existants par le dialogue**, ainsi que de s'atteler à trouver des solutions aux conséquences des conflits en portant une attention particulière aux victimes et aux prisonniers politiques.

La diversité culturelle et linguistique, la justice sociale et le droit à l'autodétermination sont liés. L'Europe des peuples a besoin d'un nouveau projet si elle veut relever les défis démocratiques et donner aux peuples l'autonomie à laquelle ils aspirent.

L'ALE veut une Europe moderne, ambitieuse et prospère, non seulement au niveau économique, mais aussi au niveau social et démocratique. Elle appelle à ce que l'Union européenne soit plus que jamais une Europe des peuples et des régions où démocratie, développement, respect des droits de l'Homme et libertés fondamentales vont de pair.



4 - Construire
un monde durable

youdecidenow.eu

Les principes de croissance et de développement qui sous-tendent notre société moderne ont conduit à l'épuisement des ressources, aux changements climatiques et à la perte de biodiversité sur toute la planète. Le pillage des ressources à des fins purement financières n'est pas compatible avec le développement durable.

"L'Union européenne doit anticiper ces changements en établissant une politique énergétique ambitieuse qui soutient la mise en place d'alternatives durables en vue d'un abandon des combustibles fossiles."

Depuis sa création, l'Alliance libre européenne a soutenu et défendu **une meilleure protection de l'environnement et de la biodiversité**. Elle vise à limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement et à protéger les citoyen.ne.s européen.ne.s de tous les risques environnementaux pour leur santé, notamment par l'interdiction des organismes génétiquement modifiés et du glyphosate.

Des efforts supplémentaires devraient être consentis pour concilier les intérêts des secteurs nationaux et régionaux essentiels de l'agriculture et de la pêche avec les objectifs de l'UE en matière de changement climatique. L'innovation dans les secteurs régionaux **peut stimuler l'agriculture durable et biologique, la pêche et le développement rural** et conduire à une politique régionale plus globale.

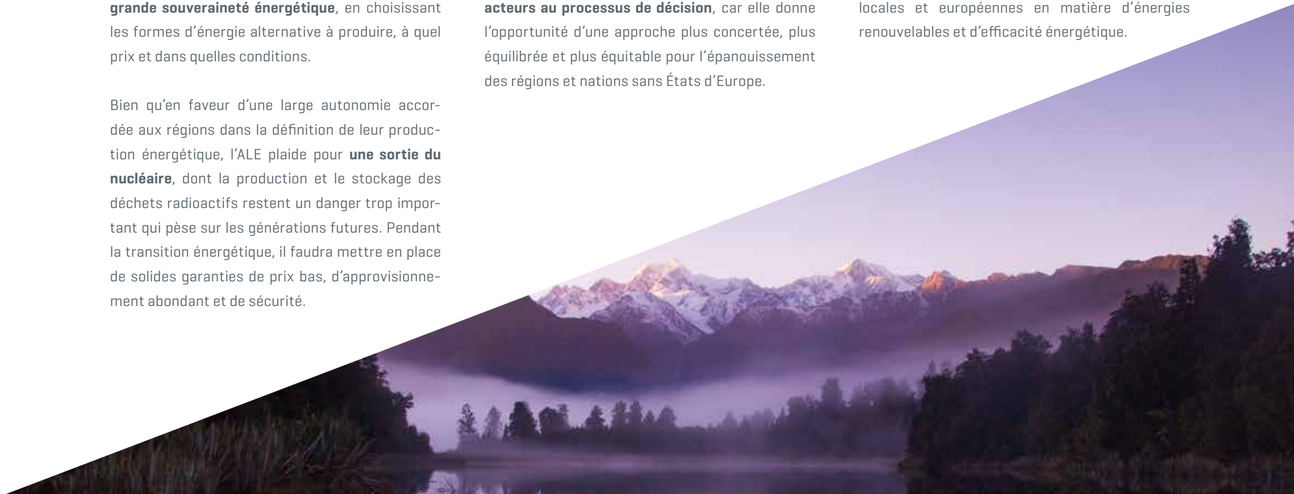
Pour y parvenir, l'ALE privilégie une politique énergétique qui donne la priorité à l'efficacité énergétique et à la production d'énergie renouvelable. Car l'énergie fossile est à fortement émettrice de CO_2. Les ressources s'épuisent ; **L'énergie fossile est donc vouée à disparaître.**

L'Union européenne doit anticiper ces changements en établissant **une politique énergétique ambitieuse** (conforme au programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies) qui soutient la mise en place d'alternatives durables en vue d'un abandon des combustibles fossiles. L'ALE s'oppose à la fracturation hydraulique car elle laisse les régions et les nations face au risque de contamination des eaux souterraines. Il est essentiel que nos régions et nos nations exercent **une plus grande souveraineté énergétique**, en choisissant les formes d'énergie alternative à produire, à quel prix et dans quelles conditions.

Bien qu'en faveur d'une large autonomie accordée aux régions dans la définition de leur production énergétique, l'ALE plaide pour **une sortie du nucléaire**, dont la production et le stockage des déchets radioactifs restent un danger trop important qui pèse sur les générations futures. Pendant la transition énergétique, il faudra mettre en place de solides garanties de prix bas, d'approvisionnement abondant et de sécurité.

La mise en œuvre de politiques et d'actions relatives au développement durable ne saurait aboutir sans une gouvernance adaptée. Aussi, l'ALE soutient toutes les initiatives et tous les programmes européens visant à **favoriser la participation de tous les acteurs au processus de décision**, car elle donne l'opportunité d'une approche plus concertée, plus équilibrée et plus équitable pour l'épanouissement des régions et nations sans États d'Europe.

L'ALE soutient la recherche sur les énergies renouvelables dans les régions et les nations européennes. Elle encourage également les régions et les nations à participer à la recherche afin qu'elles puissent influencer positivement les politiques locales et européennes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.



5 - De la diversité linguistique et de la justice linguistique

La défense et la promotion de la diversité linguistique font partie des principes de l'Alliance libre européenne.

Le soutien de l'Union européenne au multilinguisme vise principalement à **encourager l'utilisation des langues officielles**. L'ALE estime, d'autre part, que toutes les langues font partie de notre patrimoine immatériel et exige la reconnaissance officielle, la promotion et l'utilisation des langues régionales, minoritaires et moins répandues menacées d'extinction.

"Pour instaurer la justice linguistique, nous devons instaurer l'égalité entre les langues."

Une Europe faite de peuples différents, de cultures différentes, de langues différentes : telle est l'Europe que l'ALE veut promouvoir et soutenir, dans l'intérêt de toutes les citoyennes européennes. **Nous voulons valoriser toutes les langues des communautés historiques et culturelles de l'UE, afin de protéger la richesse de notre diversité linguistique.**

Des programmes européens spécifiques sont, dès lors, nécessaires pour **assurer la justice linguistique**. En outre, toutes les institutions européennes doivent soutenir le travail du Conseil de l'Europe en veillant à ce que chaque État membre ratifie la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et mette en œuvre les mesures qu'elle contient.

Les langues et les cultures européennes constituent notre diversité culturelle. Elles contribuent à l'équilibre écologique de nos sociétés, comme le fait la biodiversité dans la nature. Dans de nombreux cas, elles sont aussi un formidable outil de créativité et de développement économique par l'innovation et la promotion du patrimoine local.

Les langues européennes ont un rôle crucial à jouer dans la croissance et l'enrichissement culturel du patrimoine local. C'est pourquoi la politique linguistique de l'UE doit protéger et préserver sa diversité, y compris les langues minoritaires. Pour instaurer la justice linguistique, nous devons instaurer l'égalité entre les langues.

6 - Promouvoir
l'égalité de genre

youdecidenow.eu

L'égalité de genre a beau être une valeur fondamentale de l'UE, les femmes en Europe n'ont pas encore un accès égal au pouvoir, à la prospérité et à la sécurité. Un système structurel de domination masculine, de traditions patriarcales et d'hétéronormativité a facilité l'oppression systématique des femmes et des membres de la communauté LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexe) dans les sphères privée et publique.

"L'ALE fait campagne pour les droits et l'égalité en demandant une éducation sûre et inclusive, en soutenant une approche inclusive de la famille, en renforçant la solidarité interculturelle et en incluant les perspectives des jeunes."

La mission et le travail fondamentaux de l'ALE sont ancrés dans la conviction que **les femmes ont des identités et des besoins divers**. C'est particulièrement vrai pour les femmes appartenant à des groupes minoritaires, apatrides, migrants, handicapés et LGBT+, ainsi que pour les femmes jeunes et âgées, en milieu rural et en milieu pauvre. Elles sont davantage confrontées à l'exploitation, à la discrimination et à la violence, et restent en marge de l'arène politique.

Les femmes sont encore sous-représentées aux postes de pouvoir et de décision dans toute l'Europe. L'ALE estime que la participation des femmes à la vie publique et politique offre la garantie de sociétés plus justes, plus démocratiques et plus diversifiées. Nous défendons donc pleinement **l'égalité de genre** et admettons que l'Europe a besoin d'un leadership plus féministe, un leadership qui valorise la diversité et laisse une place aux femmes, en particulier celles issues de minorités et d'autres groupes vulnérables.

Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les plus touchés par les crises économiques. L'instabilité financière et la réduction des dépenses publiques ont, par ailleurs, exacerbé la pauvreté chez les femmes ces dernières années.

L'ALE promeut **l'indépendance économique des femmes** en renforçant la législation européenne en matière d'égalité, en garantissant les droits individuels à la protection sociale et à la fiscalité, en mettant fin aux écarts de rémunération et de pension entre les femmes et les hommes et en fournissant des soins sociaux, des congés parentaux et des services de garde d'enfants. Si nous sommes d'avis que les femmes et les hommes doivent s'occuper à parts égales des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, nous soutenons aussi la **création d'un travail décent** pour les femmes, en particulier au vu des nouvelles possibilités d'emploi qu'offrent l'entrepreneuriat social, l'économie numérique et d'autres domaines innovants.

En outre, la violence à l'égard des femmes reste la violation la plus répandue des droits humains des femmes en Europe. **La lutte contre les formes anciennes et nouvelles de violence fait partie des priorités de l'ALE. Nous demandons des politiques publiques globales qui prennent en compte de la dimension de genre** et qui soient fondées sur des données probantes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes (instruments juridiquement contraignants, activités de sensibilisation...), assorties de ressources humaines et financières suffisantes. Nous demandons davantage de **services qui protègent, aident et informent les femmes lorsqu'elles cherchent un soutien** ; un meilleur accès aux systèmes policier, judiciaire et de soins de santé et davantage de sécurité en la matière ; un système de santé et d'éducation sexuelles et reproductives à grande échelle ; un meilleur soutien aux ONG et aux organisations de femmes ; et des campagnes qui détricotent les mythes sur la violence sexiste.

Nous croyons que les voix et les expériences LGBTQI+ doivent être entendues et affirmées. Les membres de la communauté LGBTQI+ sont vulnérables et ont toujours été victimes d'hostilité et de violence. Les lois contre les crimes et contre les discours de haine doivent être cohérentes et couvrir l'homophobie et la transphobie dans tous les États membres de l'UE. L'ALE fait campagne pour les droits et l'égalité en demandant une éducation sûre et inclusive, en soutenant une approche inclusive de la famille, en renforçant la solidarité interculturelle et en incluant les perspectives des jeunes. Actuellement, dans l'UE, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle n'est interdite que dans le domaine de l'emploi. Nous voulons que l'interdiction soit étendue à d'autres domaines comme les soins de santé, l'éducation, la protection sociale et l'accès aux biens et aux services.

L'ALE exige que l'Union européenne améliore sa législation antidiscriminatoire en intégrant la dimension de genre dans tous les domaines relevant de sa compétence. L'UE doit tenir compte de la diversité des femmes et adopter des mesures appropriées pour lutter contre les différentes formes de discrimination. Nous demandons à l'UE de mesurer l'égalité et l'impact de la législation et des politiques, nouvelles et existantes, et **de donner la priorité à une budgétisation inclusive de l'UE qui prendra en compte la dimension de genre.**

7 - Rétablir la dignité **et l'égalité**

Certaines régions, certains peuples et certaines nations sans État de l'Union européenne restent dans l'ombre des États centralisés. Ces États ont exploité les ressources naturelles des territoires, utilisé leur main-d'œuvre et développé des modèles économiques prédateurs visant à désavantager les populations minoritaires locales par rapport aux majorités de ces États membres.

L'Alliance libre européenne estime que les peuples, dans toute leur diversité, sont égaux en dignité. Cela signifie que la domination économique, sociale et politique ne devrait pas être tolérée.

La justice sociale est une priorité clé de notre programme. Nous luttons contre toute forme de discrimination et favorisons une répartition plus équitable des richesses. L'UE devrait offrir **plus de garanties de justice sociale**, mais au lieu de cela, elle se range trop souvent du côté des intérêts particuliers, des grandes entreprises et des grands États membres.

L'instauration de l'égalité entre les peuples est cruciale pour l'autonomisation des régions et des nations sans État de l'Union européenne, sur les plans économique, social, culturel et politique.

L'ALE soutient le socle européen des droits sociaux, qui vise à **donner aux citoyennes des droits nouveaux et plus effectifs**. Il comprend trois composantes principales :

- Égalité des chances et accès au marché du travail
- Des conditions de travail équitables
- Protection sociale et inclusion sociale

Les mécanismes de solidarité à l'échelle européenne devraient **lutter contre la pauvreté des enfants, l'inégalité de genre, la pauvreté générationnelle et l'exclusion sociale** dans de nombreux autres domaines politiques. Mais cela n'est possible que si toutes les régions et nations améliorent leur **coordination fiscale** et harmonisent leurs efforts pour **lutter contre la fraude fiscale**, l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et l'ingénierie fiscale déloyale et contraire à l'éthique.

> "La justice sociale est une priorité clé de notre programme. Nous luttons contre toute forme de discrimination et favorisons une répartition plus équitable des richesses."

L'UE doit lutter contre l'insécurité sociale et les inégalités croissantes. Les communautés locales devraient avoir plus de droits et d'opportunités, en particulier dans le choix de leur propre modèle de développement. **La subsidiarité est un concept clé qui n'est pas mis en œuvre.**

Pour parvenir à un développement véritablement durable, le développement économique des régions et des nations devrait être mieux connecté au niveau local et tenir compte des caractéristiques des populations et des territoires concernés. La dimension humaine et le respect de la dignité humaine devraient jouer un rôle plus important dans les politiques sociales et économiques ; ils devraient être placés au cœur des politiques publiques.

8 - Les processus démocratiques et la démocratie participative

youdecidenow.eu

Les États membres sont trop prompts à montrer l'Union européenne du doigt pour dénoncer tous les problèmes que rencontrent les citoyens européens. Cette attitude a conduit au Brexit (le retrait volontaire du Royaume-Uni de l'Union européenne) et à d'autres développements négatifs.

"L'ALE estime également qu'une plus grande utilisation d'Internet permettrait de mieux informer les gens et de rendre l'action publique plus transparente."

L'Alliance libre européenne continuera donc de défendre une révision du projet européen pour pallier son incapacité démocratique à s'adapter aux nouveaux défis, en particulier celui de la démocratie participative et de l'implication des peuples dans le processus décisionnel européen.

L'ALE soutient le principe de **l'initiative citoyenne**, prévu par le Traité de Lisbonne, qui permet aux citoyennes européennes de demander à la Commission européenne de **rédiger une proposition sur une question dont ils et elles estiment qu'elle nécessite un acte juridique**. Il s'agit d'un premier pas vers l'implication de tous les peuples dans le processus décisionnel de l'UE, bien qu'il soit trop bureaucratique et inaccessible au public et qu'il doive, dès lors, être radicalement amélioré.

Mais la confiance et **l'implication des citoyennes** ne peuvent s'améliorer qu'à condition d'accroître le caractère démocratique des institutions européennes, notamment, à travers le renforcement de la capacité législative du Parlement européen ainsi que l'établissement de circonscriptions électorales significatives pour les élections européennes et d'un système électoral équitable permettant la représentation de tous les peuples européens. **L'ALE souhaite une plus grande transparence au sein du Conseil et l'élection démocratique du président de la Commission européenne** par le Parlement européen.

L'ALE estime également qu'une plus grande utilisation d'Internet permettrait de mieux informer les gens et de rendre l'action publique plus transparente, surtout de nos jours, alors que la généralisation de l'utilisation d'Internet permet aux gouvernements d'interagir plus facilement avec ceux qu'ils gouvernent. Elle regrette que les plateformes et sites d'informations de l'UE ne soient disponibles que dans les langues officielles et certaines langues co-officielles.

Enfin, **les peuples et nations sans États d'Europe aspirent au traitement démocratique de leurs revendications**. L'ALE est, en outre, favorable aux référendums et aux consultations publiques qu'organisent les institutions d'élues dans les régions de l'Union européenne.

Rapprocher les citoyennes de leurs institutions, respecter tous les peuples et leur donner la place qui leur revient dans le processus décisionnel aux niveaux local et européen pour faire face à la crise de la représentation qui se reflète dans la baisse de la participation aux élections : tels sont les principaux défis à relever si l'on veut que la démocratie participative devienne une réalité plutôt qu'une simple ambition.

9 - Soutenir la solidarité **entre les peuples**

La solidarité entre les peuples est l'un des principes de l'Alliance libre européenne. Elle a bâti un réseau international de partenaires grâce à la coopération transfrontalière et au soutien mutuel entre les régions et les nations sans État, en Europe et dans le monde entier. Bon nombre des partenaires dont les droits linguistiques, culturels et politiques ont été et continuent d'être bafoués par les États membres œuvrent ensemble pour un monde meilleur, en totale solidarité.

"L'ALE souhaite que les organisations européennes et internationales exigent le respect des droits de l'Homme par tous les États concernés, conformément au droit international, et qu'elles appliquent des sanctions si nécessaire."

Alors que le nationalisme d'État est basé sur l'exclusion et le repli sur soi, la vision du nationalisme défendue par l'Alliance libre européenne est à l'opposé et implique l'inclusion, le respect de la diversité et la création de ponts entre les peuples plutôt que le renforcement des frontières. Elle repose sur **la reconnaissance de toutes les nations comme des nations égales, dans le respect de leurs droits et de leur identité. En ce sens, l'ALE se positionne en faveur de la coopération de peuples libres et égaux.**

C'est pourquoi, au niveau international, l'ALE est aux côtés de tous les peuples victimes d'oppression : elle souhaite que les organisations européennes et internationales exigent le respect des droits de l'Homme par tous les États concernés, conformément au droit international, et qu'elles appliquent des sanctions si nécessaire.

L'ALE soutient les mesures visant à **renforcer les droits des minorités en Europe et dans le monde**. L'Europe doit user de son influence dans le cadre des différends internationaux, en particulier dans les pays avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques et déploie des programmes de coopération.

L'ALE croit en la possibilité pour les différents peuples d'Europe et du monde de **créer leurs propres formes d'institutions et de gouvernance**. Les aspirations de ceux qui croient à la restauration de leur souveraineté, soutenue par la solidarité internationale, ont toute leur légitimité.

Nous sommes sur la voie de la construction d'un ordre international au sein duquel de nouvelles formes de gouvernement, plus adaptées à notre époque, remplacent celles du passé qui deviennent obsolètes.

L'ALE souhaite que l'Union européenne devienne un véritable acteur international dont l'objectif est d'apporter plus de paix, de solidarité, de prospérité, de durabilité, de démocratie et de respect de la diversité, non seulement en Europe, mais aussi dans le monde entier.

En ce qui concerne la question des migrantes, l'ALE préconise une forte solidarité avec les pays et les régions aux frontières de l'UE qui sont particulièrement touchés par l'arrivée de personnes venant de l'extérieur de l'UE. **Chaque État membre doit être impliqué dans les politiques d'inclusion des migrants.** Nous devons investir dans les communautés extérieures à l'UE et dans les régions périphériques de l'UE, pour mettre fin à l'immigration et à toute forme de fuite des cerveaux.

Pour ce faire, nous devons également investir en dehors de l'UE et dans nos régions périphériques afin de favoriser une meilleure intégration des nouveaux citoyennes. **Nous devons travailler ensemble pour autonomiser nos communautés et notre société.**

10 - Permettre l'autonomisation **des jeunes**

L'un des principes de l'autodétermination consiste à donner aux gens les moyens d'agir par eux-mêmes. C'est pourquoi l'émancipation de nos pays devrait commencer par **l'émancipation de nos citoyennes, et plus particulièrement des jeunes**. En tant qu'acteurs de premier plan de notre société future, les jeunes doivent jouer un rôle prépondérant en étant à la fois les cibles et les décideurs politiques. C'est pourquoi l'Alliance libre européenne, par l'intermédiaire de sa branche jeunesse, **EFAy, s'est fortement engagée à offrir toutes les opportunités nécessaires aux jeunes et à renforcer leur participation dans la société.**

"L'ALE et EFAy promeuvent le dialogue interculturel entre les peuples et les minorités du monde entier, en particulier ceux qui vivent ensemble sur le continent européen."

Afin de garantir l'égalité des chances pour tous, l'ALE va encourager les politiques de lutte contre le chômage des jeunes, la fuite des cerveaux et la pauvreté, en accordant une attention particulière aux régions défavorisées et périphériques d'Europe où les jeunes luttent pour leur propre avenir. Pour ce faire, nous étudierons des mesures visant à **améliorer l'éducation et l'emploi chez les jeunes**. Nous souhaitons, en particulier, promouvoir les initiatives destinées à renforcer les économies locales et régionales et à **créer des emplois stables, sûrs et respectables**. La situation précaire de l'emploi chez les jeunes, y compris la prolifération des emplois temporaires et des stages non rémunérés, nécessite une action immédiate en matière de protection des **droits du travail et des revenus décents**, afin d'encourager le développement d'une vie professionnelle équitable.

Nous présenterons également des politiques visant à lutter contre l'exode des cerveaux des jeunes de la périphérie européenne vers des régions plus prospères. **Nous voulons créer un environnement favorable chez nous et encourager les jeunes à ramener les compétences acquises à l'étranger dans leurs communautés locales.**

L'éducation est l'un des piliers fondamentaux de toute politique en faveur de la jeunesse. Outre un développement professionnel correct, **une éducation de qualité à tous les niveaux** (primaire, secondaire et supérieur) s'accompagne de l'acquisition d'intérêts culturels, d'une ouverture d'esprit, d'une perspective critique et d'autres compétences susceptibles d'enrichir la vie.

Pour renforcer le rôle des jeunes dans la société, nous nous efforcerons aussi de créer des espaces de participation plus pertinents. L'objectif est de former les jeunes aux processus démocratiques et de transmettre leurs points de vue et leurs opinions aux décideurs.

À cette fin, nous entendons **renforcer la société civile des jeunes** en promouvant les ONG de jeunesse, les syndicats d'étudiants, les syndicats de jeunes travailleurs, les conseils des jeunes, les organisations d'éducation informelle, etc. **Une citoyenneté vertueuse est une citoyenneté organisée.**

Les nouvelles générations ont tout particulièrement la responsabilité de veiller à ce que le monde soit exempt de discours de haine, d'intolérance et de xénophobie. C'est encore plus vrai pour les jeunes des nations sans État.

En tant que victimes courantes de discrimination culturelle, ils doivent être les championnes de l'intégration et de la diversité. C'est pourquoi **l'ALE et EFAy promeuvent le dialogue interculturel entre les peuples et les minorités du monde entier, en particulier ceux qui vivent ensemble sur le continent européen.**

L'Alliance libre européenne
votre parti politique

L'Alliance libre européenne (ALE) est un parti politique européen reconnu par le Parlement européen depuis 2004. L'ALE est financée par le Parlement européen et ses 45 partis membres dans toute l'UE et les pays candidats. L'ALE est représentée par 11 membres élus au Parlement européen.

Notre principe fondamental est **le droit de tous les peuples à décider : le droit à l'autodétermination**, qui est un principe fondamental reconnu par le droit international (article 1er de la Charte des Nations unies).

Nous croyons en une autre Europe. Et vous ?

Nos activités se concentrent sur les **droits de l'homme, les droits civils et politiques, la démocratie, l'élargissement interne, la gouvernance à plusieurs niveaux, la décentralisation des pouvoirs ainsi que la diversité culturelle et linguistique**.

Nous sommes un **parti pro-européen** qui soutient les valeurs de l'Union européenne : liberté, démocratie, droits de l'homme, libertés fondamentales et État de droit.

Nous représentons les intérêts des peuples et des nations sans État, des minorités nationales et des groupes linguistiques minoritaires. Nous pensons que **tous les peuples devraient avoir le pouvoir de choisir leur propre destin** et un cadre institutionnel qui leur donne les moyens d'agir.

Nous croyons en une autre Europe, où la Bretagne, l'Alsace et la Voïvodine auraient plus d'autonomie, où le Pays de Galles, l'Écosse, la Catalogne et la Bavière deviendraient indépendants, où la véritable histoire et l'ethnicité des Macédoniens seraient reconnues, où des langues comme le kachoube, le sarde, le cornique et le frison seraient reconnues et valorisées.

youdecidenow.eu

PARTIS MEMBRES

Membres effectifs

Alands Framtid
ALPE (Autonomie - Liberté - Participation - Écologie)
Bayernpartei
Bloc Nacionalista Valencia
BNG (Bloque Nacionalista Galego)
EA (Eusko Alkartasuna)
EL (Enotna Lista)
EMN (Erdélyi Magyar Néppárt)
ERC (Esquerra Republicana de Catalunya)
FNP (Fryske Nasjonale Partij)
Inseme per a Corsica
Lausitzer Allianz - Luzicka Alianca
Lista Za Rijeku
Liga Veneta Repubblica
Magyar Kereszténydemokrata Szövetség
MK (Mebyon Kernow)
MRS (Mouvement Région Savoie)
N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie)
OMO (Omo Ilinden Pirin)
PÒc (Partit Occitan)
Plaid Cymru
PNC (Partitu di a Nazione Corsa)
PSd'Az (Partito Sardo d'Azione – Partitu Sardu d'Azione)
PSM-Entesa (Federació PSM - Entesa Nacionalista)
Rainbow - Vinozhito
RAS (Ruch Autonomii Slaska)
SSK (Slovenska Skupnost)
SNP (Scottish National Party)
SSW (Südschleswigschen Wählerverbands)
SP (Schleswig Partei)
Süd-Tiroler Freiheit
UDB (Union Démocratique Bretonne)
UC (Unitat Catalana)
Unser Land
YP (Yorkshire Party)

Observateurs

DEB (Dostluk Esitlik Baris Partisi)
KJ (Kaszebsko Jednota)
RSL - LRU (Latvian Russian Union)
L'Altro Sud
NC (Nueva Canarias)
PLI (Pro Lombardia Indipendenza)
Oljka Party
Patrie Furlane

Associés

DPA (Democratic Party of Artsakh)
LSV (Liga Socijaldemokrata Vojvodine)

C’est le moment.
www.youdecidenow.eu

MIX
Paper from responsible sources
FSC® C131882
www.fsc.org

European Parliament

This publication is financed with the support of the European Parliament (EP). This information concerns only the author. The European Parliament is not responsible for the use and content of the information. © 2019 European Free Alliance.

Parti politique européen
Boomkwekerijstraat 1 - 1000 Bruxelles
info@e-f-a.org - www.e-f-a.org

Alliance
Libre
Européenne